



Centre hospitalier de Versailles
Cellule Commande Publique GHT Yvelines
Sud

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de Transports
sanitaires para médicalisés et
médicalisés pour le compte
des établissements du GHT 78
Sud (relance des lots 2,3,4)

Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

Passé selon la procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 3° - services sociaux - Code de la commande publique)

Consultation n°

2025SB11

Table des matières

1.	PRESENTATION GENERALE	4
1.1.	Objet du marché.....	4
1.2.	Allotissement.....	4
2.	PRESENTATION DES ETABLISSEMENTS DU GHT 78 SUD	5
2.1.	Pouvoir Adjudicateur :	5
2.2.	Etablissements parties du GHT 78 Sud :	5
2.3.	Les établissements concernés par les transports para médicalisés et médicalisés	5
3.	DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS	6
3.1.	Les prestations de transports para médicalisés :	6
3.2.	Les prestations de transports médicalisés :	6
3.3.	Spécificités	7
4.	DISPOSITIONS LEGALES ET RÉGLEMENTAIRES GÉNÉRALES.....	8
5.	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CHAQUE ÉTABLISSEMENT	8
5.1.	Volumétrie indicative	8
5.2.	Destinations principales indicatives	9
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
6.1.	Responsabilité du titulaire.....	11
6.2.	Continuité du service	12
6.3.	Dispositions relatives à la flotte de véhicules.....	13
6.4.	Dispositions relatives au personnel du titulaire	15
6.5.	Visite médicale.....	16
6.6.	Formation	16
6.7.	Secret professionnel	16
6.8.	Tenue générale & identification du personnel.....	16
6.9.	Comportement	17
6.10.	Règlement intérieur et chartes	17
7.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION.....	17
7.1.	Conditions d'exécution des bons de commande	17
7.2.	Conditions d'émission des bons de commande	18
7.3.	Modalités des demandes de transports programmés et urgents.....	18
7.4.	Délai de prise en charge du patient.....	18
7.5.	Horaire d'exécution	19
7.6.	Organisation et fonctionnement interne du titulaire	19
7.7.	Régulation du transport (gestion des demandes de transport)	19
7.8.	Outil de gestion du titulaire.....	20

7.9.	En cas de panne informatique de la plateforme de gestion	20
7.10.	Mise en place du transport.....	21
7.11.	Prise en charge du patient.....	21
7.12.	Identification du patient.....	22
7.13.	Bon de transport.....	22
7.14.	Réunion de mise en place.....	22
8.	DÉMARCHE QUALITÉ ET AMÉLIORATION CONTINUE.....	23
8.1.	Suivi des incidents	23
8.2.	Comité de suivi	23
9.	CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	23

ANNEXES:

- **Annexe 1** : Etat des besoins
- **Annexe 2** : Fiche contact pour l'exécution des demandes
- **Annexe 3** : Charte des droits et libertés de la personne âgée en situation de handicap ou de dépendance
- **Annexe 4** : Charte de la personne hospitalisée
- **Annexe 5** : Charte européenne des enfants hospitalisés
- **Annexe 6** : Désinfection et hygiène

ELEMENTS CLES DU CONTRAT

 Objet du contrat	Prestations de transports para médicalisés et médicalisés pour les établissements du GHT 78 SUD (relance des lots 2,3,4)
 Acheteur	Centre Hospitalier de Versailles, établissement support du GHT Yvelines Sud
 Type de contrat	Accord-cadre multi-attributaires de services à bons de commande sans minimum avec maximum de <u>2 608 000 € HT par attributaire, par lot et par établissements.</u>
 Structure	3 lots
 Lieu d'exécution	Tous les établissements du GHT 78 SUD
 Durée	12 mois + 3 reconductions * 12 mois
 Pénalités de retard	Voir l'article 10 du CCAP
 Variation des prix	Révisables
 Nature des prix	Prix unitaires

1. PRESENTATION GENERALE

1.1. Objet du marché

L'accord-cadre a pour objet la mise en place de prestations de services de transports para médicalisés et médicalisés de nouveau-nés, de nourrissons, d'enfants et d'adultes 7/7 jours et 24 h/24 h pour **cinq (5) établissements sur neuf du Groupement Hospitalier de Territoire Yvelines Sud ayant à ce jour des besoins récurrents et ponctuels.**

1.2. Allotissement

En application des dispositions de l'article L. 2113-11 2°, les prestations objet de l'accord-cadre sont alloties comme suit :

- **Lot 2 : Prestations de transports sanitaires para médicalisés – Direction commune de Rambouillet**
 - Centre Hospitalier de Rambouillet (CHR)
 - Centre hospitalier de Houdan (CHH)
- **Lot 3 : Prestations de transports sanitaires para médicalisés - Bullion**
- **Lot 4 : Prestations de transports sanitaires médicalisés - GHT**

2. PRESENTATION DES ETABLISSEMENTS DU GHT 78 SUD

2.1. Pouvoir Adjudicateur :

Le Centre Hospitalier de Versailles André Mignot étant l'établissement support du GHT 78 Sud, agit pour son propre compte et le compte des établissements faisant parties du GHT 78 Sud.

2.2. Etablissements parties du GHT 78 Sud :

Etablissements partis du GHT 78 Sud	Adresse postale
Centre Hospitalier de Plaisir (CHP)	220 Rue Mansart 78370 PLAISIR
Centre Hospitalier de Rambouillet (CHR)	5 Rue Pierre et Marie Curie 78120 RAMBOUILLET
Hôpital Le Vésinet (CHLV)	72 Avenue de la Princesse 78110 LE VESINET
Centre Hospitalier Houdan (CHH)	42 Rue de Paris 78550 HOUDAN
Centre Hospitalier La Mauldre (CHLM)	23 Rue Saint Louis 78760 JOUARS PONTCHARTRAIN
EHPAD Les Aulnettes de Viroflay	31 Rue Joseph Bertrand 78220 VIROFLAY
Hôpital Gériatrique de Chevreuse (HGC)	1 Rue Jean Mermoz 78460 CHEVREUSE
Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation Bullion (HPB)	Route de Longchêne 78830 BULLION
Centre Hospitalier de Versailles (CHV)	177 Rue de Versailles 78157 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

2.3. Les établissements concernés par les transports para médicalisés et médicalisés

Le présent accord-cadre concerne cinq (5) établissements sur neuf du Groupement Hospitalier de Territoire Yvelines Sud ayant à ce jour des besoins récurrents et ponctuels.

1. Hôpital de Pédiatrie et de rééducation de Bullion,
2. Centre Hospitalier de Versailles,
3. Centre Hospitalier de Rambouillet,
4. Hôpital de Houdan,
5. Hôpital Le Vésinet.

Le présent marché est mis à disposition pour l'ensemble des établissements du GHT y compris les quatre (4) autres établissements parties du GHT 78 Sud :

6. EHPAD Les Aulnettes de Viroflay
7. Centre Hospitalier La Mauldre (CHLM)
8. Hôpital Gériatrique de Chevreuse (HGC)
9. Centre Hospitalier de Plaisir

Les 4 établissements parties au GHT ci-dessus pourront passer des commandes de transport sur la base des BPU du présent accord-cadre.

Pour les établissements faisant partie de la direction commune de Versailles à savoir :

- EHPAD Les Aulnettes de Viroflay
- Centre Hospitalier La Mauldre (CHLM)
- Centre Hospitalier de Plaisir

Ces 3 établissements pourront se baser sur les BPU suivants :

=> BPU lot 4 pour le transport médicalisé

Pour l'Hôpital Gériatrique de Chevreuse (HGC) faisant partie de la direction commune de Rambouillet il pourra se baser sur les BPU suivants :

=> BPU lot 2 pour le transport par médicalisé

=> BPU lot 4 pour le transport médicalisé

En tout état de cause, l'ensemble des établissements et leurs sites annexes sont inclus au présent marché.

3. DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS

3.1. Les prestations de transports para médicalisés :

L'ambulance para médicalisée est destinée à des patients dont l'état de santé nécessite une surveillance et/ou des soins type infirmiers dépassant le cadre des soins prodigués dans une ambulance classique, mais qui ne requiert pas la mise en place d'une SMUR (Structure mobile d'urgences et de réanimation) :

- Les transports d'adultes ou d'enfants pour une consultation ou un transfert définitif (supérieur à 48h) ou provisoire (inférieur à 48 h) dans un autre établissement de santé.

La prestation pédiatrique nécessite, en plus de l'accompagnement par un membre de la famille, la présence d'un(e) infirmier(ère) diplômé(e) d'État, salarié(e) du Titulaire et sachant utiliser du matériel médical spécifique tel que les incubateurs.

3.2. Les prestations de transports médicalisés :

L'ambulance médicalisée (type SAMU) est destinée à des patients dont l'état de santé nécessite la présence d'un médecin réanimateur :

- Les transports d'enfants ou d'adultes dans un autre établissement de santé (soins intensifs, salle de réveil, réanimation).

La prestation de transport médicalisé vient en renfort du SAMU pour certains établissements de santé du GHT.

Les transports para médicalisés et médicalisés doivent répondre aux besoins spécifiques de transport de patient en réanimation et d'enfants ou adultes en fauteuil roulant spécialisé.

Ce que comprend la prestation de transport para médicalisé et médicalisé :

- La mise à disposition du véhicule, de l'équipement et de l'équipage agréés,
- La fourniture et l'entretien de la literie (drap, couverture...),
- La fourniture de l'oxygène en cas de besoin,
- Le nettoyage systématique du véhicule après chaque transport et sa désinfection si besoin,
- La prise en charge du patient au lieu cité dans la demande de transport
- Le transport du patient jusqu'au lieu cité dans la demande de transport,

- L'attente sur place dans le cas de consultation selon demande expresse de l'établissement demandeur
- Le brancardage au départ et à l'arrivée du patient, en cas de transport en ambulance,
- L'accompagnement du patient jusqu'à la prise en charge du patient dans le service destinataire.

Le transport peut inclure également la prise en charge du dossier médical de la personne transportée, des prélèvements du patient, des effets personnels. La prise en charge doit être conforme aux caractéristiques des transports (oxygène, perfusion...) figurant sur la demande de transport.

Ce qui est exclu de la prestation :

Sont exclues du présent marché, les prestations de transport sanitaire qui ne sont pas à la charge financière de l'hôpital et pour lesquelles le patient conserve le libre choix de son transporteur, à savoir (liste non exhaustive) :

- **Les retours à domicile définitif,**
- **Les déplacements pour convenance personnelle,**
- **Les transports pour permission à but thérapeutique des patients de moins de 20 ans.**

À noter que les prestations de ce marché sont celles qui sont à la charge financière de l'établissement.

Cf. Note d'information N° DSS/1A/DGOS/R2/2018/80 du 19/03/2018 relative à la mise en œuvre de l'article 80 de la LFSS pour 2017.

Circulaire N° DSS/SD1A/DGOS/R2/2019/CNAM/2019-14 du 12 février 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme du financement des transports pour patients (article 80 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017).

En aucun cas les transports pouvant être pris en charge par la Sécurité Sociale, ou par un autre établissement public de santé, ne peuvent y être intégrés.

Le titulaire ne peut accepter des demandes de transport qui ne proviendrait pas d'une personne ou d'un service autorisé par l'établissement bénéficiaire du présent marché.

Si toutefois l'un de ces transports est assuré par le titulaire du marché, il ne peut en aucun cas être facturé à l'établissement partie du GHT Yvelines Sud, même dans le cas où un personnel de l'établissement partie du GHT Yvelines Sud aurait remis, par erreur, un bon de transport.

Dans le cas où la réglementation viendrait à changer concernant la prise en charge financière des transports sanitaires, seuls ceux qui resteraient ou qui seraient ajoutés à la charge de l'établissement relèveraient de ce marché.

3.3. Spécificités

➤ **Pour l'Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation de Bullion :**

La prestation de transport doit répondre aux impératifs de prise en charge d'un enfant pouvant être accompagné d'un parent ou d'un représentant légal.

➤ **Pour le Centre Hospitalier de Rambouillet :** La prestation de transport doit répondre aux impératifs de transport d'un patient de réanimation.

Le candidat précisera dans son offre les moyens proposés pour assurer les besoins de transports spécifiques demandés par les établissements du GHT 78 Sud tel que le transport de patient en réanimation, le transport d'enfants ou adultes avec fauteuil roulant spécialisé.

4. DISPOSITIONS LEGALES ET RÉGLEMENTAIRES GÉNÉRALES

Le titulaire doit veiller à respecter l'ensemble de la réglementation et des normes applicables aux transports sanitaires pendant toute la durée du marché.

Cette réglementation repose, notamment, à la date de passation du présent marché sur les textes suivants :

- Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L.6312-1 à L.6312-5, et R.6312-6 à R.6312-23,
- Code de la Route notamment de l'article R.412-1 et suivants, en particulier s'agissant du transport d'enfants,
- Circulaire N° DSS/SD1A/DGOS/R2/2019/CNAM/2019-14 du 12 février 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme du financement des transports pour patients (article 80 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2017),
- Décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires,
- Arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles exigées pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres,
- Arrêté du 25 juin 2001 relatif aux visites techniques des véhicules effectuant des transports sanitaires,
- Arrêté du 19 novembre 2008 modifiant l'arrêté du 30 octobre 1987 relatif aux dispositifs spéciaux de signalisation des véhicules d'intervention urgente,
- Circulaire DHOS/O1/2005/67 du 7 février 2005 relative à l'organisation des transports de nouveau-nés, nourrissons et enfants (BO santé n° 2005-2),
- Circulaire DHOS/O1 no 2006-273 du 21 juin 2006 relative à l'organisation des transports périnataux des mères,
- Norme NF EN 1789 « Véhicules de transport sanitaire et leurs équipements. — Ambulances routières,
- À l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 relatif à la composition du dossier d'agrément des personnels effectuant des transports terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires,
- Arrêté du 23 décembre 2006 fixant le référentiel de prescription des transports prévu à l'article R. 322-10-1 du code de la sécurité sociale.

Pendant la durée, le titulaire respecte l'ensemble des règlements et décrets parus au Journal Officiel.

5. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES À CHAQUE ÉTABLISSEMENT

5.1. Volumétrie indicative

Les besoins sont donnés à titre indicatif et seront amenés à évoluer pendant toute la durée du marché.

Volumétrie du transport para médicalisé

1 transport = 1 trajet simple

1 A/R = 2 transports

Etablissements	Nbre transports 2024		Nbre transports sur 4 ans		Total nbre transports sur 4 ans
	en journée	Nuit/Dimanche et JF	en journée	Nuit/Dimanche et JF	
Centre Hospitalier de Versailles (CHV)	216	56	895	279	1174
Centre Hospitalier de Rambouillet (CHR)	73	10	250	39	289
Centre Hospitalier de Plaisir (CHP)	0	0	0	0	0
Centre Hospitalier Le Vésinet (CHLV)	21	0	126	0	126
EHPAD Les Aulnettes de Viroflay	0	0	0	0	0
Centre Hospitalier Houdan (CHH)	126	4	312	4	316
Centre Hospitalier La Mauldre (CHLM)	0	0	0	0	0
Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation Bullion (HPB)	139	0	438	0	438
Hôpital Gériatrique de Chevreuse (HGC)	0	0	0	0	0
Montant total HT	575	70	2021	322	2343

Volumétrie du transport médicalisé

Etablissements	Nbre prise en charge 2024		Nbre prise en charge sur 4 ans		Total nbre prise en charge sur 4 ans
	en journée	Nuit/Dimanche et JF	en journée	Nuit/Dimanche et JF	
Centre Hospitalier de Versailles (CHV)	2	0	9	0	9
Centre Hospitalier de Rambouillet (CHR)	10	0	77	0	77
Centre Hospitalier de Plaisir (CHP)	0	0	0	0	0
Centre Hospitalier Le Vésinet (CHLV)	0	0	0	0	0
EHPAD Les Aulnettes de Viroflay	0	0	0	0	0
Centre Hospitalier Houdan (CHH)	0	0	0	0	0
Centre Hospitalier La Mauldre (CHLM)	0	0	0	0	0
Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation Bullion (HPB)	0	0	0	0	0
Hôpital Gériatrique de Chevreuse (HGC)	0	0	0	0	0
Montant total HT	12	0	86	0	86

5.2. Destinations principales indicatives

Destinations principales pour le transport para médicalisé

Destinations	Centre Hospitalier de Versailles (CHV)	Centre Hospitalier de Rambouillet (CHR)	Centre Hospitalier Le Vésinet (CHLV)	Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation Bullion (HPB)	Centre Hospitalier Houdan (CHH)	Total
Centre Hospitalier de Versailles		32	44		44	120
Centre Hospitalier Argenteuil	16	4				20
Hôpital A.Pare	25		6			31
Centre Hospitalier Ballanger (Aulnay)	12					12
Hôpital Beaumont sur Oise	0		14			14
Bligny	12	10				22
Centre Hospitalier de Dreux	18	10			88	116
Centre Pédiatrique des Côtes	120	61				181
Centre Hospitalier Créteil	10			2		12
Centre Hospitalier de Chartres	8	12			8	28
Centre Hospitalier de Poissy	180	16	2		12	210
Hôpital Foch	18	4	12		8	42
Fondation Rothschild	18	8		2		28
HEGP	10	4				14
Hôpital de Rambouillet	115			10	56	181
Hôpital Necker-Enfants malades	200	32	2	236		470
Hôpital Antoine-Béclère	30	8				38
Hôpital Universitaire Pitié Salpêtrière	25	8	6			39
Hôpital Le Vésinet	30					30
Hôpital Louis-Mourier	18		34			52
Centre Hospitalier Longjumeau	10	4				14
Hôpital Armand-Trousseau	60	14		52		126
Hôpital Privé de l'Ouest Parisien	30	4				34
Hôpital Bicêtre	20	14		2		36
Hôpital Bichat-Claude Bernard	2					2
Hôpital Universitaire Robert-Debré	30	10		98		138
Hôpital Marie Lannelongue	15	18				33
Hôpital Raymond Pointcarré (Garches)	22		6	10		38
Institut Gustave Roussy	18			18		36
Institut Curie	22			6		28
Domicile Divers	70	12		2		84
Hôpital Cochin	10	4				14
CH Orléans					8	8
CH Mantes					36	36
CH plaisir					44	44
Institut curie Saint Cloud					12	12
Total	1174	289	126	438	316	2343

Destinations principales pour le transport médicalisé

Destinations	Centre Hospitalier de Versailles (CHV)	Centre Hospitalier de Rambouillet (CHR)	Centre Hospitalier Le Vésinet (CHLV)	Hôpital de Pédiatrie et de Rééducation Bullion (HPB)	Centre Hospitalier Houdan (CHH)	Total
Centre Hospitalier de Versailles		35	0	0	0	35
Bligny	1	4	0	0	0	5
Centre Hospitalier de Dreux	0	0	0	0	0	0
Hôpital Foch	0	6	0	0	0	6
Centre Pédiatrique des Côtes	0	0	0	0	0	0
Centre Hospitalier de Chartres	0	6	0	0	0	6
Centre Hospitalier de Poissy	0	0	0	0	0	0
Hôpital de Rambouillet	0		0	0	0	0
Hôpital Necker-Enfants malades	4	0	0	0	0	4
Hôpital Antoine-Béclère	0	0	0	0	0	0
Hôpital Universitaire Pitié Salpêtrière	0	8	0	0	0	8
Hôpital Lariboisière	2	0	0	0	0	2
Hôpital Louis-Mourier	0	0	0	0	0	0
Hôpital Armand-Trousseau	0	0	0	0	0	0
Hôpital Privé de l'Ouest Parisien	0	0	0	0	0	0
Hôpital Bicêtre	0	0	0	0	0	0
Hôpital Bichat-Claude Bernard	2	4	0	0	0	6
Hôpital Marie Lannelongue	0	14	0	0	0	14
Hôpital Universitaire Robert-Debré	0	0	0	0	0	0
Institut Curie	0	0	0	0	0	0
Hôpital Cochin	0	0	0	0	0	0
Total	9	77	0	0	0	86

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Les transports sont exécutés sous **l'entière responsabilité du « Titulaire »** qui doit se conformer strictement au présent cahier des clauses techniques particulières.

6.1. Responsabilité du titulaire

- ⇒ Le titulaire est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit, en particulier :
 - Des accidents de travail
 - Des accidents survenant du fait du personnel
 - Des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations
 - Des vols commis par ses préposés

- ⇒ Le titulaire est responsable de ses employés dans le respect :
 - Des horaires d'exécution exigées
 - Des normes d'hygiène et de sécurité

- D'un comportement adapté
- De la discrétion professionnelle
- De la liberté de conscience de chacun. Toutes formes d'interventions concernant les opinions politiques, confessionnelles ou religieuses sont interdites.

Dans le cas du non-respect de ces conditions, les établissements bénéficiaires se réservent le droit de refuser un personnel ambulancier et/ou médical et de demander le changement immédiat de ce dernier auprès du titulaire sans aucun coût supplémentaire.

- ⇒ Le titulaire est responsable de l'ensemble de sa flotte de véhicule dédié au présent marché en toute circonstance, en particulier :
- Sur la régularité technique du véhicule (assurance, contrôle technique, révision, pneu etc....)
 - Sur la conformité réglementaire relative aux dispositifs médicaux
 - Sur la maintenance préventive et corrective ainsi que l'entretien des matériels biomédicaux et paramédicaux
 - Sur les normes de confort et sécurité
 - Sur l'état général des véhicules

En cas de préjudice, la responsabilité du titulaire sera engagée conformément au CCAP du présent marché.

6.2. Continuité du service

➤ Permanence téléphonique :

Le titulaire s'engage à ce que sa régulation soit joignable 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24.

Le titulaire devra mettre en place un système d'astreinte pour assurer les transports de nuit, les dimanches et jours fériés.

Le candidat précisera dans son offre le dispositif de sa permanence téléphonique, et horaire d'ouvertures ainsi que son système d'astreinte mis en place.

➤ Gestion des imprévus :

Le titulaire est tenu d'assurer la continuité de service en toutes circonstances (hors cas de force majeure), notamment dans les cas suivants :

- Arrêt de travail
- Désistement du personnel
- Grève
- Non-présentation du personnel
- Accident

En cas d'absence du personnel, y compris en cas de grève, **aucun manquement** ne doit être constaté dans la prestation. Le non-respect de cette condition entraîne l'application de l'article 10 du CCAP.

En cas d'impossibilité d'effectuer le transport après acceptation, le titulaire doit prévenir immédiatement le service hospitalier concerné par téléphone et notifier son incapacité à réaliser la prestation auprès de l'établissement.

En cas d'incapacité ou de refus de prise en charge par le prestataire à l'heure de prise en charge demandée, **le prestataire s'engage à trouver un transport de substitution pour assurer la prise en charge à l'horaire demandé, à sa charge conformément à l'article 10 du CCAP.**

Toute incapacité de prise en charge à l'horaire demandé équivaut à un refus.

L'établissement bénéficiaire se réserve le droit de s'adresser à l'autre titulaire de l'accord cadre pour pallier à cette situation.

Le candidat décrira dans son offre sa capacité d'adaptation face aux imprévus et sa réactivité dans la gestion des absences.

6.3. Dispositions relatives à la flotte de véhicules

Les transports des patients en ambulances doivent être exécutés dans des véhicules répondant aux normes actuelles en matière de confort et de sécurité. Ces véhicules devront correspondre à ceux qui ont été déclarés à l'occasion ou à la suite du dépôt de la demande d'agrément auprès de l'agence régionale de santé.

Les matériels biomédicaux et paramédicaux utilisés par le titulaire pour assurer la prestation doivent être conformes à la réglementation relative aux dispositifs médicaux. Les matériels utilisés bénéficient impérativement du marquage CE. Les certificats de marquage CE délivrés par un organisme notifié devront être fournis par le titulaire sur simple demande de l'établissement.

La maintenance préventive et corrective ainsi que l'entretien des matériels biomédicaux et paramédicaux sont assurés par le titulaire de façon régulière, afin d'éviter tout dysfonctionnement des matériels.

À titre général, le titulaire prend toute mesure corrective et préventive de nature à améliorer la qualité des prestations.

➤ Contrôle des véhicules

L'établissement se réserve le droit de vérifier l'équipement à n'importe quel moment ainsi que l'état général des véhicules utilisés. Des prélèvements destinés à vérifier le respect des conditions d'hygiène et de nettoyage des véhicules et du matériel embarqué pourront aussi être effectués.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit fournir chaque année les certificats de contrôle de conformité de tous ses véhicules. Ils doivent être actualisés en cas de changement de véhicule.

Dans le respect des consignes d'accès aux sites, le Titulaire s'engage à communiquer à l'établissement, dès le démarrage du marché et à chaque évolution, les immatriculations et désignations de tous les véhicules susceptibles d'accéder aux différents sites.

➤ Equipements et équipage des transports para médicalisés et médicalisés

▪ Equipements :

Les véhicules doivent être équipés pour permettre en cours de route, la perfusion de médicaments liquides dans les meilleures conditions.

Les ambulances mises à disposition de l'établissement sont équipées des appareils réglementaires d'oxygénation (deux bouteilles de 1 m3) et de réanimation (manuel) et des autres dispositifs obligatoires.

Les véhicules doivent comporter en plus de l'équipement réglementaire les équipements mentionnés ci-dessous :

Pour le transport sanitaire Médicalisé :

- Scope Multi paramètres défibrillateur
- Entraînement Externe
- Respirateur de transport type Monnal T60
- 4 pousses seringues électriques
- Aspirateur de mucosité
- Matelas à dépression
- Lot de médicaments et matériel de réanimation
- Au minimum 6000 litres d'oxygène embarqué

Pour le transport sanitaire Para médicalisé :

- Scope Multi paramètre
- DSA
- Deux Pousses seringues électriques
- Aspirateur de mucosité
- Matelas à dépression
- Incubateur de transport Pédiatrique type Nite Medipréma
- Une Bouteille d'air Médical
- Au minimum 3000 litres d'oxygène embarqué

▪ **Equipage :**

Dans le cas des transports para médicalisés, l'équipage doit être composé à minima :

- D'un ambulancier diplômé d'État ou titulaire du CCA,
- ET
- D'un infirmier diplômé d'État ou d'un puériculteur diplômé d'État.

Dans le cas des transports médicalisés, l'équipage doit être composé à minima :

- ⇒ D'un ambulancier diplômé d'État ou titulaire du CCA,
- ET
- ⇒ D'un infirmier diplômé d'État,
- ET
- ⇒ D'un médecin urgentiste ou anesthésiste- réanimateur.

➤ **Procédure de désinfection et d'hygiène des véhicules**

Le titulaire s'engage à respecter au minima le protocole de désinfection et d'hygiène des véhicules demandé par les établissements du GHT (Cf. Annexe 6 Désinfection et hygiène).

Le titulaire s'engage à mettre en place un protocole de désinfection et d'hygiène de sa flotte de véhicules et d'en assurer la traçabilité.

Le candidat décrira dans son offre les moyens techniques et matériels proposés pour la réalisation des prestations (description de la flotte de véhicules attribuée au présent marché, nombre d'ambulanciers, gestion d'entretien et révision des véhicules et des équipements associés, protocole de désinfection et d'hygiène des véhicules etc....).

Le candidat décrira également dans son offre son fonctionnement de renouvellement de sa flotte de véhicule.

6.4. Dispositions relatives au personnel du titulaire

➤ **Engagement en matière d'organisation et de transmission d'information:**

Le « *Titulaire* » est dans l'obligation de désigner nommément le **salarié référent** qui doit pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel.

Le titulaire doit faire en sorte que son personnel soit joignable à tout moment sur demande de l'établissement.

✓ **Engagement en matière de réglementation :**

Le « *Titulaire* » s'engage à faire conduire ses véhicules par du personnel ambulancier possédant toutes les **qualités exigées** par la réglementation et adapté au présent marché.

➤ **Engagement en matière de sécurité :**

Le titulaire du marché est responsable :

- De la surveillance du patient jusqu'à sa prise en charge
- Du matériel mis le cas échéant à sa disposition par l'établissement et notamment de son transport retour vers le service d'hospitalisation d'origine,
- Du dossier médical et des documents remis dans le cadre de la prise en charge du patient,
- Des effets personnels de la personne transportée,
- De conserver et de compléter la demande de transport établie par l'établissement.
- Du personnel de transport dédié à la prestation de transport, pour le compte des établissements du GHT 78 Sud, dans le respect de la réglementation.

En cas de préjudice, la responsabilité du titulaire sera engagée conformément au CCAP du présent accord-cadre.

6.5. Visite médicale

Tout le personnel du titulaire concourant à l'exécution de la prestation doit être soumis aux **visites médicales réglementaires**.

Le titulaire devra garantir le suivi médical obligatoire de son personnel conformément aux dispositions légales et réglementaires prévues par le Code du travail, notamment les articles L.41624-1 et suivants.

Le titulaire veille à ce que son personnel mis à disposition :

- Passe les visites médicales obligatoires (visite d'embauche, visite périodiques, etc....)
- Dispose d'une aptitude médicale en lien avec le poste occupé.
- Soit informé des risques professionnels associés à sa mission.

Le titulaire en assure l'organisation et la prise en charge financière avant la mise à disposition ou lors de l'embauche.

Le titulaire devra fournir à la demande des établissements bénéficiaire à chaque renouvellement de visite médicale réglementaire le document de la visite médicale dûment signé par le médecin attestant l'aptitude à exercer de son personnel.

Le candidat décrira dans son offre le suivi médical mis en place

6.6. Formation

Le titulaire doit veiller à la sécurité des patients transportés en mettant en place des actions de prévention, d'information et de formation de son personnel.

Le titulaire doit garantir que son personnel bénéficie d'une formation adaptée. Le titulaire du marché doit proposer un programme de formation pour garantir la sécurité des patients en particulier :

- Formation spécifique aux transports sanitaires pédiatriques

A ce titre le titulaire devra :

- vérifier et attester que son personnel est bien suivi la formation avec une certification valide.
- organiser et financer la formation de son personnel avant leur prise de poste.
- Mettre en place un suivi des formations
- fournir une attestation de chaque formation pour chaque personnel à la demande de l'établissement bénéficiaire.

Le candidat précisera dans son offre le dispositif de formation continue et d'accompagnement mise en place.

6.7. Secret professionnel

Le personnel chargé d'exécuter les prestations est tenu à une obligation générale de discrétion et de confidentialité quant aux conditions d'exécution des prestations du présent marché et aux informations qui lui sont communiquées (identité du patient, dossier médical, origine, destination, etc.).

6.8. Tenue générale & identification du personnel

Le personnel chargé d'exécuter les prestations doit être identifiable par le port d'une tenue, d'une marque ou d'un badge facilement identifiable et indiquant la raison sociale de la société.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions du décret n° 1386 du 15 novembre 2006, il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte des établissements.

La Direction de l'établissement se réserve la possibilité d'exiger du titulaire du marché le remplacement de tel ou tel de ses agents dont la tenue ou le comportement général ne seraient pas compatibles avec les exigences de la qualité de prise en charge des patients que l'établissement se doit de faire respecter. En pareil cas, la demande est faite par écrit.

6.9. Comportement

Le titulaire du marché est garant du comportement irréprochable en toutes circonstances de son personnel dans le cadre de l'exécution des prestations et notamment du respect des droits du patient.

Lorsqu'un incident survient durant l'exécution des prestations, une réunion s'organisera afin de constater les faits. Si l'incident se répète suite à la réunion, la pénalité prévue s'appliquera.

Tout manquement à cette règle engendre sans contestation possible l'application d'une pénalité prévue au CCAP.

6.10. Règlement intérieur et chartes

Le titulaire s'engage à se conformer au règlement intérieur du ou des établissements dont un exemplaire lui est communiqué et notamment pour tout ce qui concerne le stationnement et la vitesse de circulation des véhicules dans l'enceinte de chaque site.

Le titulaire s'engage à respecter les chartes suivantes :

Charte de la personne hospitalisée (Annexe à la circulaire no DHOS/E1/DGS/SD1B/SD1C/SD4A/2006/90 du 2 mars 2006 relative aux droits des personnes hospitalisées et comportant une charte de la personne hospitalisée – Annexe 4).

Charte des droits et libertés de la personne âgée en situation de handicap ou de dépendance (cf. Annexe 3),
Charte européenne des enfants hospitalisés (cf. Annexe 5).

7. EXÉCUTION DE LA PRESTATION

7.1. Conditions d'exécution des bons de commande

Les conditions d'exécution des bons de commande sont valable à la fois pour des demandes de transports para médicalisés et médicalisés.

L'accord-cadre multi-attributaires s'exécute aux moyens de bons de commande. **Deux (2) titulaires sont attribués** au présent accord-cadre **pour chaque lot** afin de répondre aux demandes du marché.

Principe de simultanéité :

L'établissement bénéficiaire adressera simultanément la demande de transport à l'ensemble des titulaires du lot. Le titulaire qui répond en premier à la demande sera retenu.

Dès l'attribution de la mission au titulaire, formalisée par tout moyen écrit, l'établissement confirme par mail à l'autre titulaire du lot que la mission a été pourvue.

Le titulaire ne peut refuser les transports sous des motifs de distance, d'horaires ou destination.

7.2. Conditions d'émission des bons de commande

Les demandes de transports prendront la forme d'un mail ou fax, faisant office de bon de commande, adressé par l'établissement demandeur du GHT 78 Sud ou enregistrement d'une demande dans le logiciel de gestion du titulaire.

Pour les demandes urgentes, elles pourront se faire par téléphone puis confirmées par mail ou tout autre moyen écrit.

7.3. Modalités des demandes de transports programmés et urgents

- Transport programmé :

Les demandes de transports programmés devront être transmises au titulaire au moins la veille.

- Transport urgent :

Est considéré comme un transport urgent, un transport non vital mais nécessitant une intervention rapide selon les services hospitaliers.

7.4. Délai de prise en charge du patient

Pour toutes demandes faites par appel téléphonique, c'est l'horaire de l'appel qui fait foi et non celui du fax ou du courriel pour calculer le délai de prise en charge.

Il est bien évident que pour les demandes faites directement par mail ou par fax, l'horaire d'envoi du mail ou fax prévaut pour calculer le délai de prise en charge.

Le titulaire doit respecter scrupuleusement l'horaire validé lors de la commande.

- Transports programmés :

Le titulaire s'engage à confirmer la prise en charge dans un délai maximal de 1 heure ouvrée suivant la réception de la demande.

Le transport doit être présent à l'heure convenue, avec une tolérance de +/- 15 minutes maximum.

- Transports urgents :

Pour toute demande qualifiée d'urgente par les services hospitaliers, le titulaire s'engage à effectuer la prise en charge selon les conditions suivantes :

- **1 heure** pour l'Hôpital de Pédiatrie et de rééducation de Bullion
- **1 heure** pour Centre Hospitalier de Rambouillet

- **30 minutes** pour les autres établissements à partir de l'appel à la régulation.

Le non-respect de l'heure de prise en charge pourra entraîner l'application des pénalités conformément au CCAP.

7.5. Horaire d'exécution

Les horaires sont ceux d'un service public permanent fonctionnant 24h/24h, 365 jours/an.

Aussi, les transports para médicalisés et médicalisés peuvent être demandés:

- Les jours ouvrables
- Les week-end : Samedi et dimanche
- Les jours fériés
- Les nuits : à partir de 20 h jusqu'à 8h du matin.

7.6. Organisation et fonctionnement interne du titulaire

Le titulaire doit mettre à disposition une équipe dédiée au présent marché.

Le candidat devra préciser dans son offre son organisation et son mode de fonctionnement.

7.7. Régulation du transport (gestion des demandes de transport)

➤ Pour les établissements non dématérialisés

Le régulateur de la société titulaire doit prendre par écrit la commande de transport sanitaire lorsque celle-ci lui est notifiée téléphoniquement en attendant la confirmation par fax ou par courriel.

Si le fax ou le courriel ne lui parvient pas, il doit rappeler l'établissement pour une réédition. **En aucun cas, le titulaire ne doit attendre la réception du fax ou du courriel pour honorer le transport.**

➤ Pour les établissements dématérialisés (pas encore en place à ce jour)

⇒ Gestion des demandes via une plateforme de gestion et de régulation :

La gestion des demandes de transports du GHT Yvelines Sud peut s'effectuer via une plateforme de gestion et de régulation. Cette plateforme est accessible **gratuitement** pour les prestataires via une interface Web, mais uniquement dans le cadre des transports à la charge du GHT Yvelines Sud.

Le régulateur du titulaire reçoit une demande de transport via l'application de la plateforme ou l'interface Web.

S'il accepte la demande parce qu'il estime qu'elle est réalisable dans le temps imparti, le régulateur envoie alors son acceptation via un SMS par exemple (ou par un autre moyen).

Un lien permet à la plateforme de donner au chauffeur du titulaire toutes les informations concernant le transport.

Le chauffeur à l'issue du transport doit impérativement retourner sur le lien pour notifier la fin de la prestation d'une part pour que celle-ci soit enregistrée par l'établissement pour un rapprochement avec les factures qui sont émises par le transporteur, mais également pour que le prestataire puisse être sollicité à nouveau sur les prochains transports.

En effet, le titulaire a au maximum 24h pour clôturer un transport sur la plateforme. Au-delà de 24h il ne pourra pas être sollicité à nouveau tant que le transport n'est pas clôturé.

A noter que la régulation via la plateforme nécessite une géolocalisation ponctuelle à des étapes précises :

- A la réception du lien permettant de découvrir les éléments de la demande de transport
- A l'arrivée au point de prise en charge du patient
- A l'arrivée à destination pour clôturer le transport sur la plateforme

Cette géolocalisation est nécessaire sur ces 3 étapes si le prestataire veut répondre à un bon de commande du GHT Yvelines Sud. En revanche, cette géolocalisation est ponctuelle, dès lors que le prestataire quitte le lien et que les 3 étapes mentionnées ci-dessous sont réalisées, la géolocalisation s'arrête.

Enfin, pour une demande de transport programmée plusieurs jours avant, même si elle est acceptée par le prestataire, la géolocalisation ne prend effet seulement qu'au moment de la réalisation de la prestation conformément aux étapes décrites plus haut.

⇒ Fonctionnalités de l'outil de régulation :

L'outil de régulation doit permettre de prescrire un transport en fonction de l'état du patient. Il doit à minima permettre de disposer des informations relatives à l'identité du patient (nom, prénom, date de naissance, sexe, adresse, numéro de Sécurité Sociale, mode de transport et toute information utile à la prise en charge du patient) et à celle du médecin prescripteur, ainsi que la transmission des missions au(x) titulaire(s) des marchés publics de transport sanitaire de patients.

L'outil doit permettre d'optimiser le trajet à réaliser en proposant le trajet le plus adapté (moins onéreux, plus rapide, etc.), il permet le suivi en temps réel de l'acceptation du transport par l'entreprise de transport ainsi que l'heure de prise en charge du patient.

L'outil est en charge de calculer le montant de la facture à partir de la commande de transport. Il permet le contrôle des factures, d'attester du service fait, de gérer les litiges nés d'une contestation de la facture par le transporteur et enfin il permet d'assurer la traçabilité horodatée de tous les transports depuis la commande jusqu'à la facturation. Les données sont disponibles pour toute requête. La durée de l'archivage doit être conforme à la durée légale. Les données sont cédées à l'établissement ou GHT.

7.8. Outil de gestion du titulaire

Il sera apprécié que le titulaire soit doté d'un outil de gestion sécurisé avec accès internet permettant au minima la gestion des commandes et l'optimisation des tournées et tout autre fonction permettant la réalisation des prestations.

Le candidat devra préciser dans son offre les fonctionnalités de son outil de gestion, son accessibilité, sa mise en œuvre auprès de l'établissement bénéficiaire.

7.9. En cas de panne informatique de la plateforme de gestion

En cas d'indisponibilité de la plateforme ou de problème informatique (au GHT Yvelines Sud ou chez le titulaire), avec un impact direct ou indirect sur la régulation du transport via la plateforme, le « mode dégradé » est automatiquement activé.

En mode dégradé, les demandes se font par téléphone sur le numéro unique d'appel transmis par le prestataire en respectant les délais de cascade.

En cas de difficultés matérielles ponctuelles, le titulaire doit proposer un moyen d'appel complémentaire.

7.10. Mise en place du transport

Dans le cadre des consultations, l'équipage n'attend pas le patient sur place (sauf demande expresse par l'établissement demandeur). Le titulaire s'engage à renvoyer une ambulance dans un délai de 30 minutes après l'appel du service de consultation pour le retour. Le non-respect de cet engagement peut entraîner l'application d'une pénalité conformément à l'article 10 du CCAP.

En cas de demande expresse par l'établissement demandeur de l'attente sur place de l'équipage, aucun coût supplémentaire ne pourra être facturé. Ce temps d'attente est compris dans la composition du forfait par trajet applicable dans le Bordereau de prix.

Le trajet retenu pour les kilomètres sera le trajet le plus court.

En cas de force majeure ou accident sur la route nécessitant de prendre une déviation le trajet pris en compte sera celui réellement parcouru sous réserve de justification.

Le titulaire équipe ses véhicules de linge exclusivement réservé à cet usage et en aucun cas n'utilise le matériel de l'établissement d'origine ou de destination.

Le titulaire peut être amené à effectuer le transport de malades devant bénéficier de précaution, notamment en lien avec un risque infectieux. Dans ce cas, la demande de transport spécifie le type d'isolement et le service en informe le titulaire, qui équipe son personnel en conséquence (le patient, quant à lui, est équipé par l'hôpital). Le titulaire est tenu de procéder à la désinfection du véhicule après le transport (cf. protocole en annexe 6).

Chaque véhicule doit posséder à son bord **un carnet de désinfection** recensant de façon systématique les désinfections qui ont été faites. Le carnet doit être présenté à la demande de l'établissement.

Ces obligations et les frais qui en découlent sont réputés être compris dans les prix indiqués par le titulaire dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

7.11. Prise en charge du patient

Les conditions de prise en charge du patient présentées ci-dessous conviennent à la fois pour les prestations de transports en ambulances para médicalisées et médicalisées :

- ↳ L'équipage procède au brancardage et/ou portage du patient depuis le service d'hospitalisation jusqu'au lieu de destination (et vice versa si le titulaire assure le retour) et en accompagnant le patient dans les démarches administratives.
- ↳ Le titulaire ne peut refuser de transporter un mineur non accompagné.
- ↳ Si le service demandeur estime nécessaire que le patient soit accompagné par une personne tierce (famille, accompagnant, soignant), le titulaire ne peut s'y opposer.

7.12. Identification du patient

Le personnel du titulaire a pour obligation de vérifier systématiquement l'identité de la personne transportée et sa concordance avec le nom figurant sur la demande de transport et le cas échéant la concordance avec le nom mentionné sur le dossier médical du patient.

Le non-respect de cette clause pouvant entraîner des conséquences graves pour les patients, une mise en demeure est envoyée au titulaire dès lors qu'un signalement est effectué par l'établissement. Après une seconde mise en demeure, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, sans que ce dernier puisse prétendre à indemnités.

L'établissement se réserve également le droit d'engager les poursuites judiciaires appropriées en cas de non-respect.

7.13. Bon de transport

Aucun transport ne peut être effectué sans remise préalable au chauffeur d'un bon de transport tamponné et signé par l'établissement partie du GHT Yvelines Sud.

Le service de soins demandeur de l'établissement partie du GHT Yvelines Sud transmet au titulaire au moment de la prise en charge, un bon de transport dûment complété avec les renseignements suivants :

- Nom et prénom de la personne à transporter,
- Lieu de prise en charge,
- Lieu de destination,
- En cas de RDV, l'heure à laquelle la personne doit être à destination...

La liste de ces informations n'est pas exhaustive.

Une copie de ce bon de transport, qui tient lieu de bon de commande, doit obligatoirement être jointe à la facture.

Le formulaire de demande de transport qui comprend le suivi du/des trajet(s) est à fournir en copie de la facture par le titulaire. En cas de non-fourniture de la demande de transport, la facture est systématiquement rejetée. Il en est de même si l'encadré concernant le suivi du/des trajet(s) est incomplet ou vierge (tampon de l'établissement, date, heure et signature).

7.14. Réunion de mise en place

Dès la notification du marché aux titulaires, ces derniers devront sous 5 jours ouvrés se rapprocher de chaque responsable transport de chaque établissement du GHT 78 Sud concernés afin d'organiser une réunion de lancement dans les meilleurs délais pour préciser les conditions de mise en œuvre du marché.

Les points de cadrage principaux seront les suivants :

- Mise au point de l'outil de régulation
- Transmission des contacts (établissements et titulaires) pour le suivi des prestations
- Mise au point de la facturation
- Mise au point des besoins

8. DÉMARCHE QUALITÉ ET AMÉLIORATION CONTINUE

8.1. Suivi des incidents

L'établissement s'engage à remonter le plus rapidement possible les incidents au titulaire, par courriel de préférence. Le titulaire s'engage à faire un retour pour chaque incident, en proposant, à chaque fois que cela est possible, le plan d'amélioration pour prévenir la réitération de l'incident.

Inversement, le titulaire s'engage à faire part à l'établissement le plus rapidement possible des incidents par courriel de préférence. L'établissement s'engage à faire un retour pour chaque incident en indiquant à chaque fois les actions réalisées ou à venir pour prévenir la réitération de l'incident.

8.2. Comité de suivi

Des comités de suivi de marché peuvent être organisés semestriellement entre le(s) établissement(s) bénéficiaire(s) et le titulaire. Ces comités visent notamment à faire le point sur l'exécution du marché et de déterminer les actions permettant une amélioration continue de la performance du présent contrat pour les bénéficiaires.

Doivent être présents à minima : un ou plusieurs représentants du titulaire et un ou plusieurs référents de(s) l'établissement(s). Peuvent aussi être conviés : un ou plusieurs cadres de santé de(s) l'établissement(s), un ou plusieurs représentants des usagers, un ou plusieurs représentants des directions fonctionnelles de(s) l'établissement(s), un ou plusieurs représentants de la caisse primaire d'assurance maladie ou des autorités de tutelles de(s) l'établissement(s), un ou plusieurs médecins de(s) l'établissement(s).

Les objectifs de ces comités sont les suivants :

- Passage en revue des indicateurs d'activité,
- Analyse des incidents et élaboration commune d'un plan d'action,
- Partage d'informations générales sur l'évolution prévisible des activités des **participants**,
- Veille réglementaire.

Le titulaire précisera dans son offre les moyens mis en œuvre dans l'évaluation de suivi de la prestation (fiche d'évaluation etc....)

9. CONTRÔLE DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations font l'objet de vérifications visant à constater que la prestation effectuée répond aux spécifications en vigueur en ce qui concerne le transport sanitaire et respecte l'engagement pris par le titulaire dans son offre.

Ces vérifications sont effectuées au moment de la prise en charge du patient dans son service d'origine et dans le service de destination du patient. Elles consistent à vérifier la conformité des horaires, de la qualité et des conditions de transport.